



**Audit & Strategy**

## **EO2**

**Société anonyme au capital de 2.466.713 euros  
36 avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF  
493 169 932 RCS NANTERRE**

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 28 FEVRIER 2018**

**Aux actionnaires,**

## **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EO2 relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 28 février 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION**

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> mars 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées aux titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 28 février 2018 est respectivement de 1.611.177 euros et de 3.088.264 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans les notes « Titres immobilisés » et « Etat des immobilisations » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité.

## **VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES A L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés à l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Quincy-Voisins  
Le 10 juillet 2018



**Franck CHARTON**  
**AUDIT & STRATEGY**  
**FINANCE MANAGEMENT**  
**Société de Commissariat aux Comptes**

## BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 28/02/2018 12			Exercice N-1 28/02/2017 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement	45 980	45 980		5 778	5 778	100.00
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	102 336	87 105	15 231	25 805	10 574	40.98
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains	1 551	1 223	327	455	128	28.10
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	3 781	2 030	1 751		1 751	
	Autres immobilisations corporelles	97 969	88 184	9 785	9 483	302	3.18
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations financières (2)</b>						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	1 786 177	175 000	1 611 177	1 786 176	174 999	9.80
	Créances rattachées à des participations	3 088 774	510	3 088 264	4 401 501	1 313 237	29.84
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	139 235		139 235	69 059	70 176	101.62
	<b>Total II</b>	5 265 802	400 032	4 865 770	6 298 257	1 432 488	22.74
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	93 702		93 702		93 702	
	Avances et acomptes versés sur commandes	14 139		14 139		14 139	
	<b>Créances (3)</b>						
	Clients et comptes rattachés	326 455		326 455	716 402	389 946	54.43
	Autres créances	304 447		304 447	352 992	48 544	13.75
Comptes de Régularisation	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement						
	Disponibilités	1 266 139		1 266 139	394 506	871 633	220.94
	Charges constatées d'avance (3)	38 623		38 623	29 706	8 917	30.02
	<b>Total III</b>	2 043 506		2 043 506	1 493 605	549 901	36.82
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	7 309 308	400 032	6 909 276	7 791 863	882 587	11.33

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

3 228 009

## BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 28/02/2018	12	Exercice N-1 28/02/2017	12	Ecart N / N-1	
		Euros					%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 2 466 713)	2 466 713		2 466 713			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 461 802		7 811 802		350 000	4.48
	Ecart de réévaluation						
	<b>Réserves</b>						
	Réserve légale	263 171		263 171			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	3 191 725		2 927 999		263 726	9.01
	<b>Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)</b>	571 588		266 597		304 991	114.40
AUTRES FONDS PROPRES	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	<b>Total I</b>	6 428 373		7 347 091		918 718	12.50
	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
	<b>Total II</b>						
PROVISIONS							
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	<b>Total III</b>						
DETTES (I)	<b>Dettes financières</b>						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants			3 404		3 404	100.00
	Emprunts et dettes financières diverses			56 250		56 250	100.00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	<b>Dettes d'exploitation</b>						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	189 562		116 070		73 493	63.32
	Dettes fiscales et sociales	291 340		269 048		22 292	8.29
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes						
	Produits constatés d'avance (I)						
	<b>Total IV</b>	480 903		444 772		36 131	8.12
	Ecart de conversion passif (V)						
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	6 909 276		7 791 863		882 587	11.33

(I) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

480 903 444 772

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 28/02/2018 12			Exercice N-1 28/02/2017 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>							
Ventes de marchandises	215 672	295 729	511 401			511 401	
Production vendue de biens							
Production vendue de services	209 209		209 209	579 943		370 734	63.93
<b>Chiffre d'affaires NET</b>	424 881	295 729	720 610	579 943		140 667	24.26
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			200			200	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			21 205	20 299		905	4.46
Autres produits			65	1 158		1 093	94.39
<b>Total des Produits d'exploitation (I)</b>			742 080	601 400		140 679	23.39
<b>Charges d'exploitation (2)</b>							
Achats de marchandises			559 752			559 752	
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			93 702			93 702	
Autres achats et charges externes *			515 214	401 895		113 319	28.20
Impôts, taxes et versements assimilés			18 016	61 868		43 851	70.88
Salaires et traitements			378 568	340 388		38 180	11.22
Charges sociales			189 368	135 670		53 699	39.58
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			29 033	32 484		3 451	10.62
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			1 514	1 662		148	8.89
<b>Total des Charges d'exploitation (II)</b>			1 597 764	973 966		623 798	64.05
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>			855 684	372 566		483 119	129.67
<b>Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun</b>							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs  
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	28/02/2018 12	28/02/2017 12	Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations (3)	46 568	71 676	25 108	35.03
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	3 116	2 036	1 080	53.02
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		14 284	14 284	100.00
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total V</b>	<b>49 684</b>	<b>87 996</b>	<b>38 312</b>	<b>43.54</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	175 000		175 000	
Intérêts et charges assimilées (4)	10	11 363	11 354	99.92
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total VI</b>	<b>175 010</b>	<b>11 363</b>	<b>163 646</b>	<b>NS</b>
<b>2. Résultat financier (V-VI)</b>	<b>125 326</b>	<b>76 633</b>	<b>201 959</b>	<b>263.54</b>
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)</b>	<b>981 010</b>	<b>295 932</b>	<b>685 078</b>	<b>231.50</b>
<b>Produits exceptionnels</b>				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 968		1 968	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	63 380	31 068	32 312	104.01
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
<b>Total VII</b>	<b>65 348</b>	<b>31 068</b>	<b>34 280</b>	<b>110.34</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 507	1 184	1 323	111.73
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	19 272	7 500	11 772	156.96
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
<b>Total VIII</b>	<b>21 779</b>	<b>8 684</b>	<b>13 095</b>	<b>150.79</b>
<b>4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)</b>	<b>43 569</b>	<b>22 384</b>	<b>21 185</b>	<b>94.64</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	365 853	6 952	358 901	NS
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>857 112</b>	<b>720 465</b>	<b>136 647</b>	<b>18.97</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>1 428 700</b>	<b>987 061</b>	<b>441 638</b>	<b>44.74</b>
<b>5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)</b>	<b>571 588</b>	<b>266 597</b>	<b>304 991</b>	<b>114.40</b>

\* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

AUDITIS



## **ANNEXE**

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### **FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

#### **DEVELOPPEMENT D'UNE ACTIVITE COMMERCIALE :**

La société a développé une activité d'achat/revente de marchandises sur l'exercice.  
L'objet social avait été modifié préalablement en conséquence.

#### **RECLAMATION CONTENTIEUSE DANS LE CADRE D'UN REDRESSEMENT FISCAL :**

La société a été contrôlé fiscalement au cours de l'exercice précédent.  
La déductibilité de dépréciation et de provision a été contestée à hauteur de 2 430 233 €. Ces provisions et dépréciations ayant été reprises intégralement lors de l'exercice clos le 28/02/2016, les effets du redressement portent essentiellement sur le stock de déficits reportables qui se retrouve réduit en 2013, 2014 et 2015 pour être de nouveau reconstitué en 2016. Selon les calculs de la société, ce contrôle devait se traduire par une charge complémentaire d'impôts sur les sociétés de 16 823 € (montant réglé au cours de l'exercice). L'administration fiscale demandant le règlement d'une somme de 232 147 € au titre du redressement, ce montant a été contesté et une garantie a été constituée dans le cadre de la réclamation pour un montant de 215 324€. La divergence porte sur le calcul de l'imputation des déficits dans le cadre de l'intégration fiscale.  
La réclamation formulée en 05/2017 est toujours en cours d'instruction auprès de l'administration fiscale.

#### **CONTROLE URSSAF :**

La société est contrôlée par l'URSSAF.  
Le contrôle est toujours en cours à la clôture de l'exercice, il porte sur la période du 01/05/2015 à aujourd'hui.

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES -**

(PCG Art. 831-I/1)

#### **Principes et conventions générales**

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC n° 2014-03 du 05/06/2014 modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23/11/2015 relatif au Plan Comptable Général, du règlement ANC n°2016-07 du 04/11/2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

## - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement <b>TOTAL</b>	45 980		
Autres postes d'immobilisations incorporelles <b>TOTAL</b>	99 316		3 019
Terrains	1 551		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 981		1 800
Installations générales agencements aménagements divers	6 209		4 278
Matériel de transport	45 000		3 559
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	37 173		1 950
<b>TOTAL</b>	91 914		11 587
Autres participations	6 188 187		117 653
Prêts, autres immobilisations financières	69 059		70 176
<b>TOTAL</b>	6 257 246		187 829
<b>TOTAL GENERAL</b>	6 494 456		202 435

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL			45 980	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		1	102 336	
Terrains				1 551	
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				3 781	
Installations générales agencements aménagements divers				10 487	
Matériel de transport			200	48 359	
Matériel de bureau et informatique, Mobilier				39 123	
	TOTAL		200	103 300	
Autres participations			1 430 889	4 874 951	
Prêts, autres immobilisations financières			0	139 235	
	TOTAL		1 430 889	5 014 185	
	TOTAL GENERAL		1 431 089	5 265 802	

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur d'utilité est inférieur au prix d'achat.

La variation à la baisse des autres participations concernent essentiellement les créances rattachées aux participations.

### Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL	40 202	5 778	0	45 980
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	73 512	13 593	0	87 105
Terrains	1 095	128		1 223
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 981	49		2 030
Installations générales agencements aménagements divers	5 337	773		6 110
Matériel de transport	38 121	7 032	200	44 953
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	35 442	1 679	0	37 121
	TOTAL	81 975	200	91 437
	TOTAL GENERAL	195 689	199	224 522

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL	5 778				
Autres immob.incorporelles TOTAL	13 593				
Terrains	128				
Instal.techniques matériel outillage indus.	49				
Instal.générales agenc.aménag.divers	773				
Matériel de transport	7 032				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 679				
	TOTAL	9 661			
	TOTAL GENERAL	29 032			

La dépréciation de 175 000€ sur les titres de participations concerne les titres de la société MMR et représente 50% de la valeur de ses titres.

Elle a été comptabilisée pour tenir compte de la dégradation de la situation financière de l'entreprise.

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation		175 000			175 000
Sur autres immobilisations financières	510				510
<b>TOTAL</b>	<b>510</b>	<b>175 000</b>			<b>175 510</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>510</b>	<b>175 000</b>			<b>175 510</b>
<b>Dont dotations et reprises financières</b>		<b>175 000</b>			

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	3 088 774	3 088 774	
Autres immobilisations financières	139 235	139 235	
Autres créances clients	326 455	326 455	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 900	1 900	
Impôts sur les bénéfices	46 303	46 303	
Taxe sur la valeur ajoutée	230 447	230 447	
Divers état et autres collectivités publiques	23 494	23 494	
Débiteurs divers	2 303	2 303	
Charges constatées d'avance	38 623	38 623	
<b>TOTAL</b>	<b>3 897 534</b>	<b>3 897 534</b>	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	189 562	189 562		
Personnel et comptes rattachés	61 736	61 736		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	71 593	71 593		
Taxe sur la valeur ajoutée	139 651	139 651		
Autres impôts taxes et assimilés	18 360	18 360		
<b>TOTAL</b>	<b>480 903</b>	<b>480 903</b>		

### Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions / parts sociales	1.0000	2 466 713			2 466 713

### Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

### Evaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- logiciels informatiques	de 1 à 3 ans
- brevets	7 ans
- agencements, aménagements des terrains	de 6 à 10 ans
- constructions	de 10 à 20 ans
- agencement des constructions	12 ans
- matériel et outillage industriel	5 ans
- agencements, aménagements, installations	de 6 à 10 ans
- matériel de transport	4 ans
- matériel de bureau et informatique	de 3 à 10 ans
- mobilier	de 5 à 10 ans

### **Titres immobilisés**

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### Variation détaillée des stocks et des en-cours

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
<b>Marchandises</b>				
- Marchandises revendues en l'état	93 702		93 702	
<b>Approvisionnements</b>				
<b>Total I</b>	93 702		93 702	
<b>Production</b>				
<b>Production en cours</b>				

Un stock a été constitué suite au développement de l'activité d'achat/revente de marchandises sur l'exercice.

### Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

### Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	227 483
Autres créances	23 494
Disponibilités	5 132
<b>Total</b>	<b>256 109</b>

Les factures à établir correspondent aux facturations de prestations.

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### Détail des produits à recevoir

	Montant
ETAT - Produits à recevoir	28 687
FAE EO2 AUVERGNE	217 910
FAE WEYA	9 512
Total	256 109

### Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	96 011
Dettes fiscales et sociales	144 285
Total	240 296

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance			
- CCA EURONEXT	2 450		
- CCA INVEST SECURITE	3 600		
- CCA BEES 0318	4 394		
- CCA FONCIA	4 569		
- CCA CACEIS	2 978		
- CCA GSC	13 337		
- CCA DIVERSES	7 295		
<b>Total</b>	<b>38 623</b>		

### Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	1 786 175		
Créances rattachées à des participations	3 088 774		
Créances clients et comptes rattachés	325 097		



## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### - COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

#### Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

#### Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	4
Total	4

#### Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	10	49 684
Dont entreprises liées		46 568

#### Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	981 010-	
Résultat exceptionnel (hors participation)	43 569	
Résultat comptable (hors participation)	571 588-	

La société E02 est intégrée fiscalement avec la société E02 AUVERGNE.  
E02, en tant que société mère, conserve les économies liées à l'intégration fiscale.  
Au titre de l'exercice, cette économie s'élève à 382 676 €

#### Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 19 920 euros, ils correspondent aux honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes.

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

#### Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

#### Engagements donnés

Autres engagements donnés :		2 921 115
Pour EO2 Auvergne crédit bail Natexis Ener Os	677 813	
Nantissement EO2 Auvergne Natexis Energ Oseo0	1 400 000	
EO2 Auvergne caution solidaire BPIF et B Popu	732 565	
RCAC caution solidaire 30% sur emprunt 600000	110 737	
Total (1)		2 921 115
(1) Dont concernant les filiales		2 921 115
Dont engagements assortis de sûretés réelles		677 813

#### Engagements reçus

#### Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

#### Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	2 015
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	5 219
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		7 234

#### Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 62 ans
- profil de carrière à décroissance moyenne
- taux de rotation 2%
- taux d'actualisation 2% (taux d'inflation compris)

## ANNEXE

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### **Accroissements et allègements dette future d'impôt**

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Déficits reportables	9 075 435

Déficits reportables antérieurs à l'intégration fiscale : 1 148 197 €

Déficits reportables issus de l'intégration fiscale: 5 606 360 €

### **Identité des sociétés mères consolidant les comptes**

(PCG Art. 831-3)

La société EO2 est la société mère d'un groupe qui présente des comptes consolidés

## Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 831-3 et 832-13)

Société	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société
				brute	nette					
<b>A. Renseignements détaillés</b>										
- Filiales détenues à + de 50%										
-57 EO2 AUVERGNE	200 000	3 935 683	100.00	1 400 000	1 400 000	2 844 467	2 135 265	15 134 945	853 083	
-55 WEYA	304 420	761 003	54.39	31 665	31 665	148 100		5 141 442	70 451	
- Participations détenues entre 10 et 50 %										
-MMR	245 000	178 085	50.00	350 000	175 000			1 720 247	136 525	
-RCAC	20 000	236 240	20.00	4 000	4 000	51 624	110 737	189 329	9 252	
<b>B. Renseignements globaux</b>										
- Filiales non reprises en A										
- Participations non reprises en A										

## - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

### Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- AUTRES	6 462	
- PRDTS CESSIONS ELEMENTS ACTIFS CEDES	10 000	
- BONI RACHAT D'ACTION	48 886	
Total	65 348	
Charges exceptionnelles		
- MALI RACHAT D'ACTION	19 272	
- PENALITES	2 507	
Total	21 779	

## **ANNEXE**

Exercice du 01/03/2017 au 28/02/2018

### **Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières**

(PCG Art. 831-2/20)

NEANT